

Une nouvelle note des
Alliés à l'Allemagne au
sujet de l'Autriche.

EXPOSÉ DE M. LOUCHEUR SUR LES CLAUSES ÉCONOMIQUES DU TRAITÉ

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.218. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse d'ag. : Excelsior-Paris, 20, rue d'Angoulême, Paris.

VENDREDI
12
SEPTEMBRE
1919

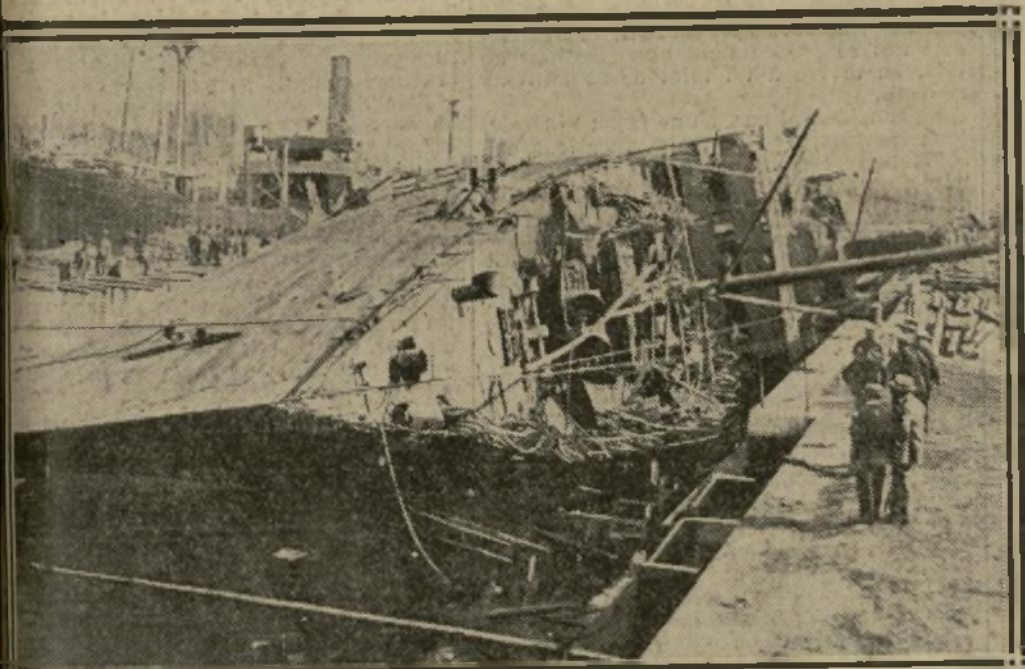
L'esprit a beau
s'avancer, il ne va
jamais aussi loin que
le cœur.
(PENSÉE CHINOISE)

L'AVIATION FRANÇAISE A RENDU HIER UN SOLENNEL HOMMAGE A LA MÉMOIRE DE GUYNEMER



LA LECTURE DE LA CITATION POSTHUME A L'AÉRODROME MILITAIRE DU BOURGET : A GAUCHE, SALUANT DE L'ÉPÉE, LE GÉNÉRAL DUVAL
C'était hier le deuxième anniversaire de la mort du capitaine Guynemer. Le prestigieux as fut mortellement atteint, en effet, le 11 septembre 1917. Dans toutes les formations aériennes de France, des prises d'armes étaient organisées. Le général Duval présida celle qui se déroula à l'aérodrome du Bourget. Après avoir célébré, en une vibrante allocution, la mémoire de Guynemer, le directeur de l'Aéronautique fit donner lecture de la citation posthume décernée par le général commandant la 1^{re} armée, le 16 octobre 1917, au héros légendaire tombé en plein ciel de gloire après trois ans de lutte ardente.

L'ACCIDENT DU "DUMBEA"



A MARSEILLE : LE PAQUEBOT COUCHÉ SUR BABORD
Le bâtiment sortait de cale sèche, lorsque, par suite d'un lestage défectueux, le paquebot se coucha sur bâbord. Certaines parties du navire ayant été envahies par l'eau, il fut impossible de secourir les ouvriers qui travaillaient à l'intérieur.

LE TRAITÉ DE PAIX A LA CHAMBRE



M. LOUCHEUR A LA TRIBUNE
La discussion du traité de paix avec l'Allemagne amena, hier, à la tribune M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, qui prit, on le sait, une part importante à l'élaboration de toutes les clauses économiques.

LE CONGRÈS NATIONAL SOCIALISTE S'EST OUVERT HIER MATIN



M. FROSSARD, SEC. GEN. — M. P.-BONCOUR RETIRE SA CARTE DE CONGRESSISTE. — LA CITOYENNE SAUMONNEAU



MM. RENAUEL ET PAOLI — M. BLANC — CONGRESSISTES EN CAMIONNETTE. — M. POISSON — MM. LAFFONT ET MORIZET



L'ARRIVÉE DE M. LONGUET. — LA SÉANCE : M. GOUDE EST A LA TRIBUNE. — L'ARRIVÉE DE M. MARCEL SEMBAT
Le congrès socialiste extraordinaire s'est ouvert, hier matin, à 9 heures, à la Maison des Syndicats. Au cours des séances, qui se tiendront pendant trois jours, les congressistes s'efforceront de rétablir l'unité du parti, compromise pendant la guerre par les oppositions passionnées qui se manifestèrent entre les différentes fractions. Toutes les questions posées par la proximité des élections seront discutées.

Ayuntamiento de Madrid

LE DÉBAT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

UN EXPOSÉ DE M. LOUCHEUR
SUR LES CLAUSES ÉCONOMIQUES IMPOSÉES
PAR LE TRAITÉ DE PAIX A L'ALLEMAGNE

LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE, APRÈS AVOIR MONTRÉ
LES AVANTAGES DU TRAITÉ, PARLE DE LA TÂCHE NATIONALE A ACCOMPLIR

Comparant les charges fiscales du contribuable allemand et du contribuable français, il déclare que le premier paiera, par an, 855 marks, et le second 555.
"Nous voulons examiner, avec équité, les besoins de l'Allemagne en matières premières".

M. Loucheur, qui, de même que MM. Tardieu et Klotz — qui sont déjà intervenus dans la discussion du traité — fit partie de la délégation française à la Conférence de la paix, a fait hier à la Chambre un remarquable exposé sur les clauses économiques imposées à l'Allemagne.

Le ministre de la Reconstitution industrielle intervient après M. Maurice Sibille, rapporteur des clauses relatives au régime des ports, des voies ferrées et des voies navigables, qui avait montré les avantages que donnent à la France les articles 321 à 380 du traité. Ses explications porteront sur deux ordres de faits : le problème matériel des réparations et la reprise de la vie économique du pays, fonction de son commerce et de son agriculture.

L'Allemagne pourra-t-elle payer ? Vou-

dra-t-elle payer ? M. Loucheur croit devoir répondre par l'affirmative. Il estime que les négociateurs français n'ont réclaté à notre ennemie que ce que, dans des hypothèses optimistes mais possibles, elle pourra payer.

Le milliard d'aujourd'hui est d'ailleurs loin de représenter la même valeur qu'avant la guerre.

Sans prendre, dit le ministre, la valeur actuelle des choses, augmentée par des causes artificielles, on peut dire que la valeur des choses après la guerre sera deux fois et demie à trois fois la valeur d'avant la guerre. Si l'Allemagne payait 16 milliards en or, valeur actuelle, pendant vingt ans, ce serait impossible. Au contraire, valeur nouvelle, cela paraît tout à fait possible.

M. Loucheur croit au relèvement rapide de l'Allemagne après une période difficile de cinq à six années. Il rappelle, à ce sujet, son essor d'avant-guerre :

— De 1875 à 1910, dit-il, elle a vu sa population augmenter de 52 0/0, son coefficient de mortalité diminuer de 33 0/0, de 1891 à 1914, sa vingt ans son commerce extérieur est passé de 3 milliards à 9 milliards de marks. Enfin, le nombre de ses ouvriers s'est élevé de 820 000 à 2 000 000, en vingt-cinq ans. Le nombre des ouvriers mineurs a doublé.

En agriculture, l'Allemagne a fait un effort admirable grâce à ses engrais de potasse et ses usines de sulfate d'ammoniaque.

Il faut le dire, car, sur ce point, de grands devoirs s'imposent à nous. Pour toutes les cultures, en Allemagne, le rendement à l'hectare était de 150 0/0 plus élevé que le rendement en France sur le sol français.

Quant on regarde cette courbe magnifique dans le développement d'un peuple, pensons que, même si nous ne faisons pas pendant quelques années, la courbe ne reprendra pas ensuite sa marche ascendante ?

Ce qui est déjà recouvré

Avant ainsi fait entrevoir ce que sera l'Allemagne qui devra nous payer, M. Loucheur indique quelques-uns des résultats du jeu des clauses de l'armistice. Plus de 8 milliards de valeurs sont ainsi rentrées dans les coffres. Nous avons retrouvé 400 000 tonnes de matériel industriel, nous en avons déjà ramené ou chargé 480 000 tonnes.

Le ministre déclare nettement que, pour l'exécution de ces clauses, les négociateurs français avaient obtenu du gouvernement allemand les facilités nécessaires.

Examinant la question du charbon, M. Loucheur rappelle que nous avions obtenu de l'Allemagne, pendant la durée de la construction de nos mines, 20 millions de tonnes de charbon par an pendant les cinq années suivantes, et que, de plus, comme réparation morale des préjudices causés à nos usines du Nord et du Pas-de-Calais, l'Allemagne devait nous céder les mines de la Sarre. Il indique que le charbon allemand ne nous servira pas pour fournir gratuitement, mais au prix le plus bas consenti aux nationaux allemands sans que la présomption nécessaire de ce prix puisse excéder les prix anglais. Il ajoute que ce charbon commençait à arriver.

Avec beaucoup de clarté, le ministre montre le mécanisme du système de paiement prévu. Il fit ressortir que, pour nous payer, l'Allemagne devrait exporter une grande quantité de marchandises et de matières premières, et, par conséquent, nous faire une concurrence encore plus grande qu'avant la guerre.

Une comparaison des charges fiscales

Le ministre fit, d'autre part, une comparaison des charges fiscales que supporteront, à l'avenir, le contribuable français et le contribuable allemand. D'après lui, le premier paiera 855 marks par an, le second, 555 seulement.

Par conséquent, dit-il, l'application du traité amène à cette conclusion que le contri-

DU PRIX DU PAPIER...

LA VALEUR COMPARÉE
DU BILLET DE BANQUE

L'ASPECT INTERNATIONAL DE LA
QUESTION DE LA VIE CHÈRE

Un Espagnol reçoit à Paris 150 francs pour 100 pesetas ; un Français, en Allemagne, 270 marks pour 100 francs ; de sorte qu'un Espagnol qui passe par la France touche, à Mayence, avec 100 pesetas, une somme de 400 marks, ce qui, jadis, eût fait 500 francs.

Le problème de la vie chère pose une question que le public français n'est pas assez accoutumé à considérer. Est-ce le prix des choses qui a monté ou la valeur du billet de banque qui a baissé ?

La-dessus, il y a grande querelle parmi les économistes, qui se divisent en deux camps. Les uns soutiennent que la première thèse, les autres la seconde. Un parti du juste milieu, qui pourrait bien avoir raison, est d'avis que le prix des choses a monté et que la valeur du billet de banque a baissé, tout à la fois. Quant au public, qui ressent les effets, la dispute sur les causes lui semble assez digne des médecins de Molière.

Prions cependant quelques cas concrets. Et nous arrivons peut-être à un commencement de clarté.

J'avais rencontré à Paris, au mois d'août, un de mes amis espagnols. Et il m'avait dit avec épanouissement :

— Un somme, on exagère un peu, chez nous, quand on parle de la vie chère. Il y a vingt ans que je viens à Paris, et c'est à peine si je dépense plus qu'autrefois.

En effet, la situation d'un voyageur espagnol en France est, en ce moment, assez confortable. Ici, à l'extrême, les Pyrénées, 100 pesetas deviennent aussitôt, dans son portefeuille, au moins 150 francs, par la vertu magique du change. Le voilà donc plus riche de moitié, ce qui l'aide à trouver peu douloureuses les notes de restaurant et d'hôtel. Et l'Espagnol qui se reporte à quelques années en arrière se trouve même en bénéfice. Il y a dix ans, contre 100 pesetas, il ne recevait que 50 francs. Après la guerre malheureuse de l'Espagne avec les États-Unis, la piécette valait à peine 40 centimes. C'est ainsi que la roue tourne.

Or, le hasard a fait que, quelques jours plus tard, j'ai rencontré mon ami à Mayence. Ici, il faut ouvrir une parenthèse.

Le Français qui arrive en Allemagne occupée ou non occupée se trouve subitement devenu riche. Jadis, avant la guerre, le mark — valeur 1 fr. 25 — s'échangeait au cours moyen de 1 fr. 23. Un billet de 100 francs ne faisait donc plus que 81 marks. Que le Français ait passé par la France, il a passé par là. Pour 100 francs, aujourd'hui, les marks pleuvent dans une poche française. Cent francs se métamorphosent en 270 marks. Et le Français qui débarque en Allemagne pense comme l'Espagnol qui débarque à Paris :

— Quel est qu'ils ont, à se plaindre de leur cherté, de leur *Teuerung* ? Mais tout est pour rien, ici. Une chambre d'hôtel, 8 marks. Un dîner, 15 marks. Un vin du Rhin, 50 marks ? Mettons 40 fr. 50, et n'en parlons plus. Un billet de 5 marks au parçou franc 1 fr. 65, que je n'oserai jamais laisser sur l'assiette d'un restaurant de Paris.

Comme je faisais, moi aussi, ces agréables réflexions, j'ai rencontré mon ami espagnol devant la cathédrale de Mayence. Et son premier mot fut pour me dire :

— Les Allemands sont fous. Tout est ici d'un bon marché extraordinaire. Ceci n'est pas le rendement pas complet que leur mark n'est plus qu'un chiffon de papier. Il est extravagant qu'on puisse encore obtenir tant de choses en échange de leurs tristes billets.

Du coup, je me sentis ravalié à mon rang par la magnificence espagnole. Car si j'avais 270 marks avec 100 francs, mon ami, à Paris, avait plus de 150 francs avec 100 pesetas, revenant à Mayence, pour jours avec ses 100 pesetas, la somme de 400 marks, laquelle eût fait jadis 500 francs, et, par conséquent, lorsque le change était défavorable à l'Espagne, plus de 500 pesetas. C'est-à-dire que les ressources de mon ami étaient quintuplées. Son pouvoir d'achat, en Allemagne, était multiplié par cinq. Et cela pour le seul fait que le prix des choses, à Mayence, lui semblait tellement inférieur à la réalité.

Cependant les Allemands, eux, continuent à recevoir leurs salaires, leurs rentes et leurs pensions en marks, lesquels continuent, pour eux, à valoir 1 fr. 25, alors que le mark, comparé au franc, ne vaut plus que 33 centimes, qui, eux-mêmes, comparés à la monnaie espagnole, n'en représentent que 20.

Alors les Allemands estiment, et avec raison, que tout, chez eux, est terriblement cher, même ce qui nous paraît bon marché, et ce qui, *a fortiori*, semble dérisoire à un Espagnol.

Tels sont les deux aspects de la question. Imaginez aussi le cas d'un Américain, dont l'unité monétaire est le dollar, et qui, pour un dollar, touche en France plus de 8 francs. Imaginez le cas d'un Hollandais, dont l'unité monétaire est le florin, et qui pour un florin, se trouve posséder plus de 3 francs. La France, aux yeux de ces privilégiés, n'est pas loin de ressembler à un pays de Cocagne.

Mais nous, nous continuons à recevoir, en échange de notre travail, de nos titres de rente ou de pension, des francs, qui continuent aussi à avoir à nos yeux la même valeur qu'avant la guerre, comme le mark continue à représenter pour les Allemands 1 fr. 25. Or, le franc, comparé à la monnaie espagnole, américaine ou hollandaise, ne vaut guère plus de 80 centimes. Avec 100 francs, aux États-Unis, un Français ne trouve plus dans sa poche que 42 dollars. Et cette contre-partie en dit long sur notre crise.

La conclusion ? C'est que nous passons par une épreuve que d'autres pays ont traversée avant nous, et d'où ils sont sortis à leur avantage. Témoin l'Espagne, dont la monnaie, jadis « avariée », fait prime aujourd'hui sur la nôtre. Travaillons, cultivons notre jardin, et notre tour reviendra aussi.

Jacques BAINVILLE.

La fugue de l'enfant

SÉVILLE, 14 septembre. — On explique la fugue de l'enfant Antoine d'Orléans par les raisons suivantes : l'enfant avait connu, à Paris, après la déclaration de guerre, une dame française, Mme C., dont il avait eu un fils. Pour dollar, l'enfant avait décidé de vendre les propriétés qu'il possédait en Italie et qui étaient évaluées à quinze millions de pesetas. Cette vente devait avoir lieu fin mai, mais sa famille, en ayant eu connaissance, l'avait fait frapper d'interdiction le 9 mai. C'est pour régler cette affaire que, sur le conseil de son avocat italien, l'enfant avait décidé de se rendre en Italie.

POUR LA PROCHAINE LÉGISLATURE

SERONT-CE LES CANDIDATS
OU LES CONTRIBUABLES QUI PAIERONT
UNE PARTIE DES FRAIS ÉLECTORAUX ?

LA COMMISSION DU SUFFRAGE UNIVERSEL PROPOSE QUE CHAQUE LISTE VERSE
AU TRÉSOR UNE SOMME DE 1.000 FRANCS PAR 50.000 ÉLECTEURS INSCRITS

Moyennant quoi, l'administration assurerait l'envoi gratuit, à chaque électeur, dans une enveloppe fermée, de deux bulletins de chaque liste — bulletins qu'elle ferait imprimer — et d'un exemplaire de chacune des circulaires qui lui seraient remises.

Au cours de sa séance d'hier matin, la Chambre a repris la discussion du projet relatif aux sectionnements électoraux.

Ainsi, pense-t-on, MM. Peyroux et Roux-Costadeau, ces dépenses pourraient être considérablement réduites.

Les propositions de la commission

Après avoir examiné les divers amendements relatifs à l'article 3 du projet des sectionnements électoraux, qui concerne l'impression et la distribution des bulletins de vote et des circulaires des candidats, la commission du suffrage universel a décidé, hier après-midi, de présenter à la Chambre le texte suivant :

Pour toutes les élections à la Chambre des députés, les bulletins de vote de toutes les listes seront imprimés par les soins de l'administration, les candidats de chaque liste étant inscrits dans l'ordre de présentation s'il a été indiqué, sinon par ordre alphabétique.

Bonne nuit, au moins avant le jour du scrutin, chaque liste devra justifier, auprès du préfet du département, du versement, au profit du Trésor, d'une somme de 1.000 francs par 50.000 électeurs inscrits et toutes fractions au-dessus de ce nombre.

Chaque liste pourra, dans le même délai, déposer à la préfecture, à raison d'un exemplaire par électeur, une circulaire électorale dont le format ne pourra excéder deux pages in-quarto ou quatre pages in-octavo.

L'administration assurera l'envoi gratuit, à chaque électeur, dans une seule enveloppe fermée, de deux bulletins de chaque liste et d'un exemplaire de chacune des circulaires prévues au paragraphe précédent.

D'autre part, la commission propose de porter de cinq jours à douze jours avant le scrutin le délai pour les déclarations de candidature.

LES ÉLECTIONS DE 1919 COUTERAIENT 66 MILLIONS

La Chambre est appelée à se prononcer sur la proposition ayant pour objet de mettre à la charge de l'administration — c'est-à-dire des contribuables — les frais d'impression et de distribution des bulletins de vote et des circulaires électorales.

Sans prendre parti pour ou contre cette mesure, qui a ses défenseurs convaincus et ses détracteurs acharnés, il n'est pas inutile de rechercher ce que ces dépenses et, d'une manière générale, toutes celles qui entraînent une élection représentent pour les candidats.

Si l'on prend pour base les dépenses effectuées par les candidats aux dernières élections, il convient de tenir compte de l'augmentation énorme du papier et de la main-d'œuvre ; les différents imprimeurs que nous avons interrogés à ce sujet ont été unanimes à nous déclarer que le prix des affiches, circulaires ou bulletins de vote a varié, au minimum, du simple au triple.

Par exemple, les agences d'affichage ont augmenté leurs prix dans les mêmes proportions ; telle agence, qui se chargeait de coller les affiches moyennant 12 francs le cent, nous a dit être prête à demander de 35 à 40 francs.

Nous ne parlons que pour mémoire des frais résultant des locations de salles de réunions, dont le prix a aussi subi une double augmentation en raison de la hausse des loyers et des randonnées en automobile à travers les circonscriptions rurales, qui sont cotées à présent 2 francs le kilomètre au lieu de 0 fr. 50 ; des « politesses » aux électeurs faites par le cabaretier, qui atteignent des chiffres singulièrement élevés.

Considérons donc seulement les dépenses provenant des notes d'imprimerie, d'affichage, d'envoi de tracts par la poste, de distribution.

Il est assez malaisé d'établir, en ce qui concerne ces dépenses, une commune mesure. Il y avait des circonscriptions qui comptaient de 3 000 à 4 000 électeurs, et d'autres où le nombre de ceux-ci dépassait 20 000. Les frais étaient naturellement plus élevés dans les secondes que dans les premières. Il y avait des candidats qui avaient un journal local à leur service, et qui avaient des abonnements très étendus, ou une profusion d'affiches électorales ; il y en avait qui étaient ramassés autour d'un grand centre, qui demandaient une quantité moindre d'impressions.

D'autre part, à considérer les affiches elles-mêmes, elles étaient d'un prix très variable : certaines ne portaient que le nom du candidat, précédées seulement de l'inscription : « Votez pour... » d'autres constituaient de véritables et longues professions de foi. Si les premières valaient 40 francs le cent, les secondes coûtaient 50 francs et davantage.

Enfin, parfois la lutte était violente, et il en résultait une véritable débâcle d'imprimés ; tandis que, plus loin, une élection se déroulait paisiblement, ce qui réduisait les frais au minimum.

Le budget d'un comité

Cependant, nous avons pu voir les factures d'un comité électoral, présentant un candidat dans une circonscription d'importance moyenne et où la lutte était simple et vive, sans revêtir un trop onéreux caractère d'acuité.

La note de l'imprimeur y atteignait notamment 9 874 francs ; celle de l'afficheur, 12 586 francs. En y ajoutant les frais d'envoi des circulaires par la poste, les appointements des secrétaires chargés de mettre au point la rédaction des affiches et de l'employé commis au soin d'écrire les adresses des électeurs sur les bandes, les salaires des gens chargés de porter les imprimés à domicile, le comité estime, en chiffres ronds, que l'élection de son candidat lui a coûté 15 000 francs.

Si l'on multiplie cette somme moyennant

APRÈS L'OUVERTURE

LA CHASSE EST BIEN
UN SPORT DÉMOCRATIQUE

LE NOMBRE DES PORTEURS DE PERMIS
A BEAUCOUP AUGMENTÉ

La chasse ne doit pas être seulement un exercice de tir : chasseurs, sachez chasser ! Cette année-ci s'annonce meilleure que l'on ne pensait : il y a du perdreau, peu de lièvres et encore moins de lapins. Pour le reste, attendez l'ouverture de la chasse au bois.

Jamais, de mémoire de sous-préfet, n'avait défilé autant de permis de chasse à tel point que, dans l'Hérault, il y a eu, ces semaines — la chasse ouverte 24 août dans le Midi — une note de la préfecture demandant aux maires de suspendre la délivrance des autorisations de permis de permis de chasse : les imprimés manquaient ! On cite des communes de Beauce où, en 1913, il y avait quinze tentatives de permis, et pour lesquelles, cette année, délivré quarante permis. Pour la région parisienne, il a été donné mille permis de plus que dans les années les plus fortes d'avant-guerre. C'est l'autorisation qui fut fort justement accordée aux permis permissionnaires chasseurs sans permis à donné à un grand nombre d'entre eux le goût de la chasse, que d'anciens avaient commencé à acquiescer à l'arrière du front pendant les périodes de repos, et même au front.

Le service de la statistique nous apprend, bientôt, que les évaluations budgétaires, chapitre délivrance des permis de chasse, ont été largement dépassées. M. Klotz et les communes qui se partagent également les 28 francs du permis — n'est en réalité qu'un permis de porteur de fusil de chasse — peuvent se réjouir à ceux de nos honorables du Parlement et du Sénat qui s'obstinent à considérer la chasse comme un sport de luxe, et non comme un sport démocratique — à porter à 50 francs, qui n'est pas exagéré, le prix du permis, autant auraient été délivrés, et plusieurs millions supplémentaires seraient tombés dans les caisses de l'État et des communes !

Un sport démocratique

La chasse, sport de luxe ? Pourrait-on dire qu'il y a de « grands tirés », dont les mandataires sont mentionnés, les tableaux fantastiques, et ces tableaux ne se vendent pas cette saison, parce que, en Seine-et-Marne, on ne peut pas aller à la chasse sans louer 45 et 20 francs l'heure. Mais, par contre, combien y a-t-il de chasses banales en France ! Combien de terres — qui n'ont pas été cette année moins giboyeuses — ou moyennant 10 à 20 francs, 30 parfois sans débours — on peut se procurer l'usage, le plaisir de descendre quelques perdreaux ou de faire faire la pirotechnie à quelques « capucins ». Il n'est pas à souhaiter que ces irréductibles députés qui s'acharnent à refuser à la protection à ce qu'ils croient être « luxe » se fussent, dimanche et lundi, mêlés à la foule des chasseurs qui attendent à grandes enjambées les plaines de la Beauce, les paradis des chasseurs, l'ouverture. Ils auraient vu les ouvriers des petits artisans, des petits bourgeois, des paysans, des maraichers, de la région nantaise, orléanaise ou chartraine, venus modestement se livrer au noble divertissement de la chasse, sport de luxe.

Cette idée de la chasse, sport de luxe, est un reste des temps anciens où le seigneur avait seul le droit de chasse. Nous ne sommes plus à l'époque où le seigneur refusait à la protection à ce qu'il croit être « luxe » se fussent, dimanche et lundi, mêlés à la foule des chasseurs qui attendent à grandes enjambées les plaines de la Beauce, les paradis des chasseurs, l'ouverture. Ils auraient vu les ouvriers des petits artisans, des petits bourgeois, des paysans, des maraichers, de la région nantaise, orléanaise ou chartraine, venus modestement se livrer au noble divertissement de la chasse, sport de luxe.

Depuis Gaston Phébus, comte de Foix, jusqu'à Charles Dugues, et de Chéreau et Belluier, et Paul Gaillard, en passant par Eugène Huez, d'Étendard, d'Alais, d'Alais et tant d'autres, tous ceux qui ont écrit sur la chasse se sont ingéniés à la comprendre aux chasseurs que la recherche et la capture du gibier étaient « sport » que l'on pratique avec un plaisir que l'on dresse à cet effet et qui s'appelle un chien. Bien peu l'ont compris, et c'est point cependant la passion nationale, c'est le point le plus précieux de celui-ci pour le perdreau, de celui-ci pour le lièvre, de celui-ci pour le faisan, de celui-ci pour le gîte de la tuerie, et par là même, c'est un sport de luxe.

Si les affiches ne coûtent rien aux candidats, répondit notre interlocuteur avec scepticisme, rien ne les empêchera de les renouveler à tel point, ce qui rendra illusoire l'action de ce système. Sans compter, ajouta-t-il, les candidatures faibles qui surgiront et qui sera bien difficile d'empêcher. Et sans compter encore ceux qui en feront une affaire et qui trouveront dans une déclaration de candidature l'occasion d'une excellente et gratuite publicité. — LÉON GROC.

Aux États-Unis

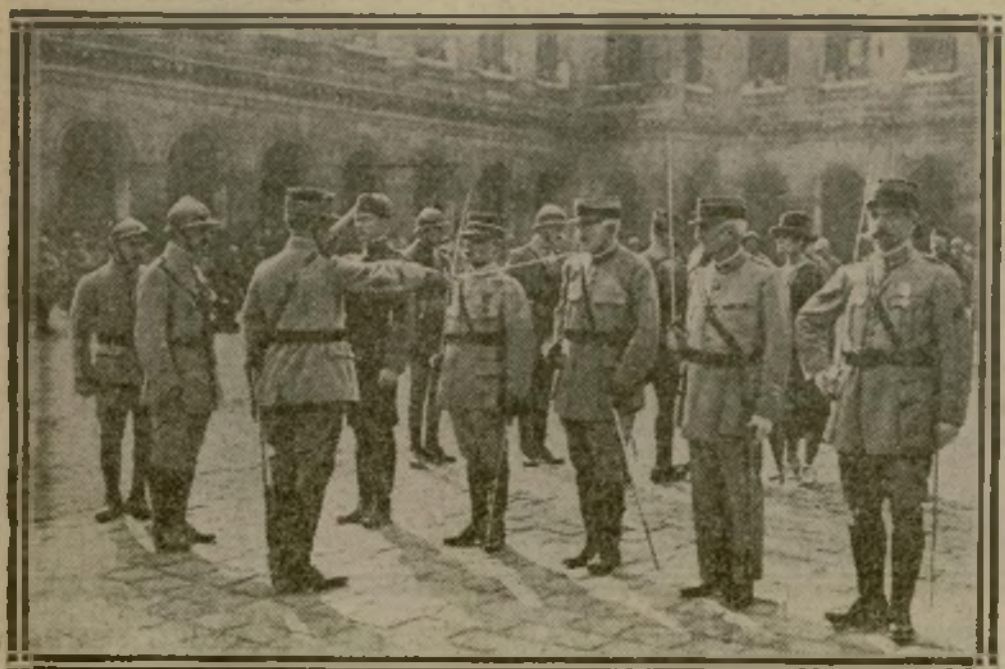
Menace de grève générale
dans les industries de l'acier

WASHINGTON, 14 septembre. — On annonce que le 27 septembre l'ordre de grève générale sera adressé à toutes les organisations de travailleurs des industries de l'acier. Deux millions d'ouvriers cesseraient le travail.

Le président Wilson a télégraphié à M. Gompers, président de la confédération américaine du travail, invitant les ouvriers de l'acier à remettre leur grève jusqu'après la conférence industrielle qui doit se tenir à Washington, dans la première quinzaine d'octobre.

Travaux de Comptabilité
PIGIER, rue de Rivoli, 53. — Tél. 44-65

LA PRISE D'ARMES D'HIER AUX INVALIDES



REMISE DE LA ROSETTE AU LIEUTENANT-COLONEL DREYFUS
Hier matin, une prise d'armes a eu lieu aux Invalides. Elle présentait cette particularité que la rosette d'officier de la Légion d'honneur a été remise au lieutenant-colonel Dreyfus.

Ayuntamiento de Madrid

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LES CONTES D'EXCELSIOR LA CRITIQUE par HENRI DUVERNOIS

A LA CONFERENCE

UNE NOUVELLE NOTE REMISE A L'ALLEMAGNE AU SUJET DU RATTACHEMENT DE L'AUTRICHE

Le Conseil suprême décide qu'une consultation populaire aura lieu dans la Silésie de Teschen.

Le Conseil suprême a pris hier des décisions importantes. La première porte sur la réponse des Alliés à la réplique faite par l'Allemagne à leur sommation concernant la suppression de l'article 61 de la Constitution allemande. La réponse définitive de cette réponse a été adoptée, non sans qu'elle ait donné lieu à des discussions prolongées. L'Allemagne a été informée que les Alliés ont décidé de ne pas accepter la suppression de l'article 61 de la Constitution allemande. La deuxième décision est relative à la question de la Silésie de Teschen. Nous avons rappelé comment le gouvernement tchéco-slovaque avait fait appel de la délimitation fixée par la Conférence. La commission spéciale instituée pour l'étude du problème a décidé de recourir à une consultation populaire dans la région contestée. Au sujet de l'abstention de la Roumanie et de la Yougoslavie à la cérémonie de Saint-Germain, aucun fait nouveau n'est produit. Il n'est pas confirmé que le cabinet roumain soit démissionnaire; le fait est, en revanche, que le cabinet roumain n'est pas en mesure de participer à la cérémonie de Saint-Germain. M. Tittoni est parti hier soir pour Rome, afin d'y prendre part aux discussions parlementaires sur la ratification du traité de paix. — JEAN MIGNON.

DANS LES P.T.T.

POUR DONNER AU PERSONNEL LE REPOS DU DIMANCHE ON RÉORGANISE LES SERVICES

L'administration s'efforce d'atténuer la gêne du public tout en donnant satisfaction aux employés.

Afin d'assurer le repos hebdomadaire au personnel des P.T.T., l'administration s'est arrêtée, pour le service du dimanche, à un programme répondant à la triple condition de laisser le moins possible les intérêts généraux du public, d'atténuer les charges du budget et de donner satisfaction aux employés. En ce qui concerne le service postal, une distribution sera faite le matin, dans les localités importantes (lettres et journaux), et le bureau principal restera ouvert jusqu'à 11 heures (poste restante, abonnements aux boîtes de commerce). A Paris, seront ouverts dans les mêmes conditions la recette principale et les bureaux centraux d'arrondissement de 9 heures à 12 heures. Partout le courrier postal sera expédié dans l'après-midi. Dans les communes rurales, les bureaux seront fermés, mais les lettres et journaux seront livrés, pendant une heure, le matin, à la disposition des destinataires. Les abonnés au téléphone sont invités à ne faire des appels qu'en cas de nécessité absolue. A Paris, les communications interurbaines seront réservées à la Bourse et au bureau 44, rue de Grenelle, 103. Les télégrammes d'urgence seront seuls reçus; à Paris, la Bourse et le bureau 44 resteront ouverts en permanence; et, jusqu'à 11 heures, la recette principale et les bureaux d'arrondissement de 9 à 20.

SUR LE FRONT RUSSE

DU NORD AU SUD LES ARMÉES ANTIBOLCHEVIKS REFULENT LES CONTINGENTS DES SOVIETS

La cavalerie de Denikine est à dix kilomètres de Tchernigov, et l'offensive de Koltchak s'accroît.

LONDRES, 11 septembre. — L'agence Reuter annonce que, dans la région du chemin de fer de Volodga, les troupes du gouvernement du Nord de la Russie continuent à avancer. Une colonne russe avance également vers le sud, rencontrant très peu d'opposition le long de la côte de la mer Blanche, vers Onega, que les bolcheviks seraient en train d'évacuer. Dans le sud de la Russie, le général Denikine occupe toute la région d'est de la ligne de chemin de fer Kiew-Odessa, par Oljopol et Vosnessensk. La cavalerie de Denikine, à l'est et au nord de Kiew, avance sur Tchernigov, dont une distance de moins de dix mille la sépare. La contre-offensive bolchevik vers Karkov, visant à faire une trouée entre la droite de l'armée volontaire et la gauche de l'armée du Don, a échoué. La nouvelle offensive de l'amiral Koltchak, sur le front est, se poursuit favorablement. Sur le front de la première armée, des combats violents ont eu lieu sur la ligne de chemin de fer, à l'est d'Ishim; l'ennemi a été refoulé avec de lourdes pertes. Au sud du chemin de fer transsibérien, la troisième armée de Koltchak a enveloppé le flanc bolchevik par une attaque vers le nord-ouest, laquelle progresse considérablement.

Plus de ministère de la Guerre en Prusse

BALE, 11 septembre. — On mande de Berlin à la Gazette de Francfort : Le ministère prussien de la Guerre a comme lui cessé d'exister et s'appelle maintenant l'Office de commandement pour l'économie de l'armée. Le ministre de la Guerre est le chef de cet office; un sous-secrétaire d'Etat parlementaire lui est adjoint.

En pays rhénan

BRUXELLES, 11 septembre. — La nouvelle est arrivée à Bruxelles de la découverte, à Coblenz et à Cologne, de dépôts d'armes et de munitions.

La grève des policiers de Boston

BOSTON, 11 septembre. — Par suite de la grève des policiers, de nouvelles émeutes ont eu lieu; trois personnes ont été tuées et plusieurs blessées. On a fait usage de mitrailleuses pour venir en aide à la police attaquée avec une pluie de projectiles. On craint que les syndicats ouvriers ne sympathisent avec les policiers et ne déclarent également la grève.

La Fédération du spectacle et la Comédie-Française

M. Emile Fabre a réuni hier les sociétaires, les pensionnaires et le personnel de la Comédie-Française pour leur rendre compte de l'année qu'il a eue récemment avec Mme Lara et M. Carpentier. Ces derniers, on le sait, sont venus exposer à l'administrateur la nécessité pour le personnel de la Maison d'adhérer à la Fédération du Spectacle. Sociétaires et pensionnaires ont écouté l'administrateur avec attention et pris bonne note des déclarations de Mme Lara et de M. Carpentier. Aucune décision n'a été arrêtée, mais l'impression générale fut que, tout en approuvant les efforts du Comité international des spectacles pour améliorer les conditions des artistes dans les théâtres parisiens, le personnel de la Maison de Molière, depuis le sociétaire à part entière jusqu'au plus modeste employé, est d'accord pour que la Comédie-Française, du fait de sa constitution particulière, demeure en dehors de la Fédération; chacun estime que la Comédie-Française, qui est une association entre les artistes, peut être donnée comme le plus parfait exemple de coopération. — G. L.

Les cinémas

Tandis que la discussion se poursuit jusqu'à l'accord complet entre les directeurs de spectacle et le comité intersyndical, les directeurs des grands cinémas se refusent pour la plupart à reconnaître ce comité, pour leur laisser la responsabilité des événements actuels.

Dernières nouvelles théâtrales

La répétition générale du Casino de Paris est remise à demain soir; elle aura lieu à bureaux ouverts.

LES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX

Employés des eaux se mettent en grève

Un fait nouveau et important s'est produit hier : les employés du service des eaux ont quitté leur travail dès le matin et se sont joints au mouvement de protestation des travailleurs communaux. Les revendications personnelles, les revendications de la Compagnie des eaux de Paris, leur assimilation au personnel municipal, l'augmentation du salaire municipal, l'augmentation du salaire des employés communaux et un congé de dix jours. Dans la matinée, MM. Morin, délégué municipal, et Copigneux, secrétaire général des travailleurs municipaux de Paris, se sont rendus auprès de M. Autrand, pour lui exposer la situation. Les délégués syndicaux se sont montrés échauffés et ont refusé de se rendre à la Bourse du Travail, où un meeting se tint à la Bourse du Travail, salle Fortin. Après avoir entendu divers orateurs, l'assemblée maintint ses revendications. L'assemblée a pris acte de l'intervention du préfet de la Seine, et a donné mandat à sa commission d'aller samedi matin à la conférence organisée au ministère du Travail, en vue de conclure un accord. Ajoutons que cette grave affaire des employés des eaux de Paris a été l'objet de la séance de la Seine-Saint-Denis, où, dans certaines salles, on signala hier après-midi plus de 400 personnes attendant au tour de certaines fontaines leur tour de se rafraîchir.

La ratification du traité au Parlement italien

ROME, 11 septembre. — La commission du traité de Versailles a approuvé le rapport de M. Luzzatti; quatre membres sur vingt-quatre ont voté contre, trois membres socialistes et un membre catholique.

La lutte contre les mercantis

Petit à petit la répression s'organise. C'est ainsi qu'à la date du 10 septembre le Parquet de la Seine renvoyait devant le tribunal correctionnel : Un marchand de charbon, pour refus de vente à un acheteur muni de tickets, alors qu'il possédait le combustible demandé. Trois commerçants, coupables d'avoir omis d'afficher le prix de leurs denrées. Un boucher, qui vendait 7 fr. 70 la livre de veau. Un marchand de quatre-saisons, qui réalisait 90 centimes de bénéfice par kilo sur les bardeaux verts. Une concubine, qui pratiquait la hausse illicite sur le beurre en vendant ce produit 15 francs le kilo. Un marchand de légumes, qui vendait les pommes de terre 60 francs les 100 kilos. Trois directeurs de grands restaurants de Paris, coupables d'avoir vendu à francs la bouillotte de Saint-Germain et 1 fr. 50 le quart de Veau. Quatre spéculateurs sur la viande congelée, le beurre et le chocolat. Le 11 septembre, le Parquet renvoyait encore : Deux commerçants, pour défaut d'affichage. Trois épiciers, qui refusaient de vendre du sucre à des porteurs de tickets et subordonnaient la vente à l'achat d'autres denrées.

Une démission

M. Fontaine, maire d'Asnières, qui remplit ses fonctions depuis trente-trois ans, a déclaré décidé à adresser sa démission au préfet de la Seine, après avoir proposé au Conseil de voter les améliorations demandées par les employés.

Un conseil municipal menace de faire grève

Dans sa dernière délibération, le Conseil municipal de Joinville-le-Pont a adopté une résolution dans laquelle il attribue la responsabilité des employés municipaux à la commission mise par la commission paritaire à la connaissance sur avis sur le statut-type. Comme il est impossible de continuer les affaires publiques sans personnel, le Conseil décide que, dans le délai de quinze jours, l'administration supérieure ne pourra pas prendre une décision susceptible de reprendre le travail au personnel, il sera dans la nécessité de fermer la mairie samedi matin.

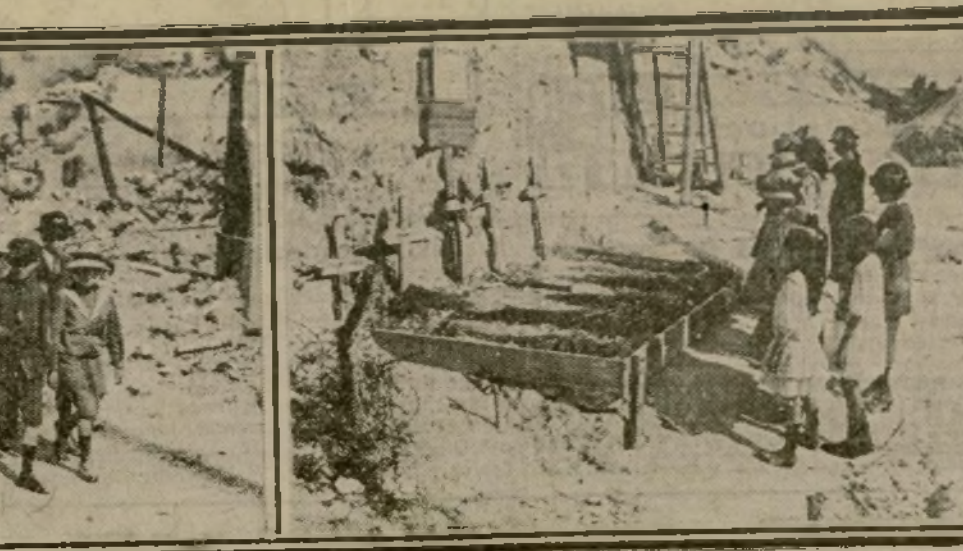
Les anciens combattants chez le général Maunoury

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la guerre, diverses délégations de anciens combattants ont été reçues par le général Maunoury, qui leur a remis des gerbes de fleurs. Le général, qui entourait son gendre, le général Schneider et son fils, le commandant Louis Maunoury, a remercié avec émotion.

NOUVELLES BREVES

M. Ramette, adjoint au maire de Cambrai, conseiller d'arrondissement, est tombé d'une chute pendant l'occupation. M. Duchesne, directeur de l'Ecole française à Rome, est maintenu dans ses fonctions pour une nouvelle période. M. Krantz, ancien président du Conseil, et M. B. Benes, ministre des Affaires étrangères de la République tchéco-slovaque, quitteront Paris la semaine prochaine. M. Lavayssière, directeur du service de la répression des fraudes, a envoyé hier, au Dépôt, un pseudo-directeur du ravitaillement américain, dit sous le nom de Pons, offrant en vente du sucre dont il n'avait pas un gramme. Et cela lui rapportait 1.000 francs par jour. Un manège de balanciers s'est effectué hier soir, boulevard de la Villette; six personnes blessées, dont trois assez grièvement pour être admises à l'hôpital Saint-Louis. On mande de Chambourg que le docteur Londres s'est noyé au cours d'une promenade en canot. La distillation des pommes, poires à cuire, des cidres et des cidres est interdite à partir du 20 septembre 1919. Une institutrice de Châteauneuf-Montmorency, s'est asphyxiée avec des deux fillets, âgée de onze et douze ans. On mande de Toulouse que le yacht Née, avant d'être abordé par le sous-marin M. Nardy, a été condamné à un an de prison pour extension de succession, et abus de confiance. A Glogau, au cours d'une échauffourée avec la troupe, au sujet de la vie chère, il y a eu dix tués et de nombreux blessés. L'activiste Bernas, condamné à mort à Bruxelles, vient de signer son pourvoi en cassation.

HIER, QUATRE CENT CINQUANTE ÉCOLIERS PARISIENS ONT VISITÉ REIMS



Grâce à la Société nationale des Conférences populaires, quatre cent cinquante enfants des écoles de Paris ont pu visiter Reims hier. Après avoir parcouru les principales artères de la ville, ils prirent place dans des automobiles qui les conduisirent au fort de la Pomme. On voit ici, à gauche, la caravane des jeunes touristes dans une rue de Reims; à droite, un groupe de fillettes devant des tombes.

Le Congrès national socialiste

Le Congrès socialiste, qui a commencé hier, et qui vraisemblablement ne prendra fin que demain, a pour objet : 1° La fixation de l'attitude du parti aux élections législatives; 2° La rédaction du programme municipal; 3° Les cas de contrôle, c'est-à-dire les demandes d'exclusion formulées contre certains élus à raison de leurs votes à la Chambre. L'attitude du parti aux élections législatives avait été déterminée dans un précédent conseil par l'adoption d'une motion de M. Bracke. Cette motion stipulait qu'en aucune éventualité des socialistes ne pourraient flatter sur une même liste que des candidats d'une autre fraction. Elle était libellée ainsi : « L'indépendance, l'isolement du parti. On la ramène, non point en l'absence du parti, car elle a été votée à nouveau hier sans difficulté, mais en délibération, parce que dans plusieurs départements des combinaisons s'étaient établies entre des socialistes et des radicaux. » La rédaction du programme municipal ne comportera probablement aucune difficulté. C'est sur les cas de contrôle que l'on prévoit un vif débat, car forcément les formules de politique générale vont se trouver aux prises. Onze députés ont voté récemment les crédits militaires; on leur reproche ce vote d'abord parce qu'il est contraire à la discipline, et ensuite parce que les dépenses de l'expédition en Russie sont comprises dans ces crédits. Un conseil national, au début de juillet, arrêta que ces onze seraient renvoyés devant leurs fédérations pour qu'elles prissent contre eux des sanctions. Plusieurs d'entre eux, dans le Gard, dans l'Aisne, ont été élus. Trois ont été déclarés déchu de tous droits à la candidature, dans la Seine. C'est en vertu de cette divergence des décisions que le congrès aura à instituer une règle valable pour tous. Mais soit qu'on discute une motion tendant à passer l'éponge, soit qu'on délibère sur une autre motion comportant des mesures de rigueur, c'est toute la politique du parti qui sera remise en cause.

D'Annunzio prépare le raid aérien Rome-Tokio

ROME, 11 septembre. — Les préparatifs du raid aérien Rome-Tokio, dirigé par Gabriele d'Annunzio, se poursuivent activement. Cinq avions y prendront part; plusieurs des aviateurs qui accompagneront d'Annunzio ont pris part au raid mémorable sur Vienne qui avait été dirigé par le poète aviateur. Le départ, dont la date n'est pas encore fixée, aura lieu au camp d'aviation de Centocelle. Les étapes principales seront : Salonique, Adalia, Benares, Calcutta, Mandalay, Hanol, Canton, Tchéking, Pékin, Pusan, Osaka et enfin Tokio. Le parcours sera ainsi d'environ 17.000 kilomètres.

S P O R T S

L'ITALIEN JANELLO TERMINE SEUL LE CIRCUIT DE LA COUPE SCHNEIDER

La course internationale d'hydravions, dont la coupe Jacques Schneider était le prix, a eu lieu mercredi soir, à 6 heures, sur un parcours de 200 milles marins (370 kilomètres) à Bournemouth. La brume, qui avait fait remettre à une heure et lardive le départ annoncé officiellement pour 14 h. 30, s'était un peu dissipée; mais la mer était houleuse. L'Italien Janello, pilotant un appareil Savoia, a été le seul à terminer le parcours; son temps est 1 h. 49' 18" 4/5. Mais comme il a viré à l'intérieur des bouées jalonnant le parcours triangulaire, il est probable que son succès ne sera pas homologué, et que la course sera officiellement déclarée nulle.

AERONAUTIQUE

Le « R-33 » rejoint directement Londres. — Le dirigeable anglais R-33, qui était parti d'Amsterdam et qui, avant de regagner Londres, devait faire escale à Saint-Denis pour prendre à bord le général Sack, ministre anglais de l'Air, a fait savoir par T. S. F. que, par suite d'une avarie de moteur et d'une panne accidentelle de l'est, il faisait route directement sur Pulham (Angleterre).

BOKE

Le match Balsa-Bert Day. — Ce soir, au Nouveau-Cirque, Balsa rencontrera, en un combat de douze reprises, l'Anglais Bert Day. Le poids coq Balsa sera opposé à Huxson; en outre, il y aura dix demi-finales des championnats de boxeurs.

Autos "d'artistes"

M. Jean COQUELIN possède une écurie d'automobiles, mais il est fidèle à une seule marque. Tous ses capots, où le nickel brille, portent le losange où s'inscrit le nom de : BELLANGER FRÈRES. M. Jean COQUELIN vient d'ajouter à sa 20 chevaux à conduite intérieure et à sa limousine 38 chevaux un ravissant coupé de ville sur un nouveau châssis 13 chevaux de BELLANGER FRÈRES.

La Société NESTLÉ FARINE LACTÉE reprend ses livraisons. LE "TIP" remplace le Beurre

LE MONDE

LES COURS

— LL. MM. le roi et la reine d'Angleterre ont reçu à dîner, à Balmoral, lady Kilmarnock, lady Mackenzie et le lieutenant-colonel Sir Victor Macleod.

INFORMATIONS

— M. Warrington-Sawson, chef du Bureau de la presse à l'ambassade d'Etat, assistant spécial à l'ambassade américaine à Paris. On mande de Washington que le général Pershing a fait, mercredi, son entrée triomphale dans la ville, à la tête de la 1^{re} division américaine.

— M. Delfour, ministre d'Etat aux Affaires étrangères, plénipotentiaire britannique à la Conférence de la paix, a quitté Paris, hier à midi, par la gare du Nord. Il a été accompagné par le général Pershing, chef de la délégation américaine, Henry White, plénipotentiaire des Etats-Unis; les membres de l'ambassade britannique et de la délégation anglaise.

— Des fêtes, qui dureront trois jours, sont organisées, à Tarn, à l'occasion de la réception officielle du maréchal Foch, fixée au 28 septembre, dans sa ville natale.

— La duchesse d'Uzès douairière est rentrée au château de Bonnelles.

— Le marquis de la Roche de Selve sont au château de Saint-Germain-la-Campagne.

— Beaucoup de monde encore à Vichy. Remarqué autour des sources :

— Duc et duchesse de Montmorency, prince de Furstberg-Lüdingen, comte et comtesse de Brémont d'Ar, comtesse René de Béarn, comte Primoli, M. Léon Suarez, comtesse Marie de Zeleni, Mme Maurice de Bismarck, Mme Madeleine Tassot, comte et comtesse de Lamotte, Mme et Mlle de Préjann.

NAISSANCES

— Mme du Mesnil-Gaillard a mis au monde un fils, Hervé.

— La comtesse Gaston d'Estère est mère d'une fille : Jehanne-Hélène.

MARIAGES

— A Naples vient d'être célébré le mariage du comte Primoli avec Mlle Marina d'Alvino Tadol, fille du marquis et de la marquise Francesco d'Alvino. Les témoins étaient : le comte de Revalmatio, le comte A. Carraciolo, le comte F. del Balzo et le marquis G. Federici.

— Mardi dernier a été célébré, en l'église paroissiale de Dourdan, le mariage du comte de Gaillard de Laubert, lieutenant au 58^e d'infanterie, décoré de la croix de guerre, fils du comte H. de Gaillard de Laubert, président général des comités royalistes de Paris et de la Seine, avec Mlle Elianthe Gayot, fille de M. Joseph Gayot, l'historien de l'Institut.

DEUILS

Nous apprenons la mort :

De M. Raymond de Laveau-Coupet, pilote aviateur, décoré de la croix de guerre, fils du colonel et de la vicomtesse de Laveau-Coupet, décédé accidentellement à Saint-Jean-de-Luz.

En 48 heures nos braves Polles démo-buises obtiendront à des prix spéciaux les vêtements exécutés sur mesure par Paris-Tailleur, 3, Rue du Louvre.

MÊMES MAISONS : 140 Boulevard Saint-Germain, 90, Rue Lafayette.

Les baraques Vilgrain

Quatre nouvelles baraques Vilgrain ouvriront à Paris le 15 septembre :

1^{re} Lefèvre, boulevard Lefèvre, à l'angle de la rue Chauvigny ; 2^e Panthéon, 6, place du Panthéon ; 3^e Sully, boulevard Sully, face à la porte de Saint-Mandé ; 4^e Tolbiac, 116, rue de Tolbiac.

En banlieue, deux nouvelles baraques ouvriront également à cette date, une à Bomainville et une à La Garenne-Colombes.

LES COURSES

VINCENNES. — Résultats du 11 septembre

PRIX DE GOUTRANVILLE. — Au trot monté. 3.000 francs. Distance : 2.300 m. 1^{er} Quercy, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 2^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 3^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 4^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 5^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 6^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 7^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 8^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 9^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 10^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 11^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 12^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 13^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 14^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 15^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 16^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 17^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 18^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 19^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 20^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 21^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 22^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 23^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 24^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 25^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 26^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 27^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 28^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 29^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 30^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 31^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 32^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 33^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 34^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 35^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 36^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 37^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 38^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 39^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 40^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 41^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 42^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 43^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 44^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 45^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 46^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 47^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 48^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 49^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 50^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 51^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 52^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 53^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 54^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 55^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 56^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 57^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 58^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 59^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 60^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 61^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 62^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 63^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 64^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 65^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 66^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 67^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 68^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 69^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 70^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 71^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 72^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 73^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 74^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 75^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 76^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 77^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 78^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 79^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 80^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 81^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 82^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 83^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 84^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 85^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 86^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 87^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 88^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 89^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 90^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 91^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 92^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 93^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 94^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 95^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 96^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 97^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 98^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 99^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 100^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 101^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 102^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 103^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 104^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 105^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 106^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 107^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 108^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 109^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 110^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 111^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 112^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 113^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 114^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 115^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 116^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 117^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 118^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 119^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 120^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 121^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 122^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 123^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 124^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 125^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 126^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 127^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 128^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 129^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 130^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 131^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 132^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 133^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 134^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 135^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 136^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 137^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 138^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 139^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 140^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 141^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 142^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 143^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 144^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 145^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 146^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 147^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 148^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 149^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 150^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 151^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 152^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 153^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 154^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 155^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 156^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 157^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 158^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 159^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 160^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 161^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 162^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 163^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 164^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 165^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 166^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 167^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 168^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 169^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 170^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 171^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 172^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 173^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 174^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 175^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 176^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 177^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 178^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 179^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 180^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 181^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 182^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 183^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 184^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 185^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 186^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 187^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 188^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 189^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 190^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 191^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 192^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 193^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 194^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 195^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 196^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 197^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 198^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 199^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 200^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 201^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 202^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 203^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 204^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9^e 9^e ; 205^e Questionnaire, à M. Lalloué (Guérin), 15^e 9